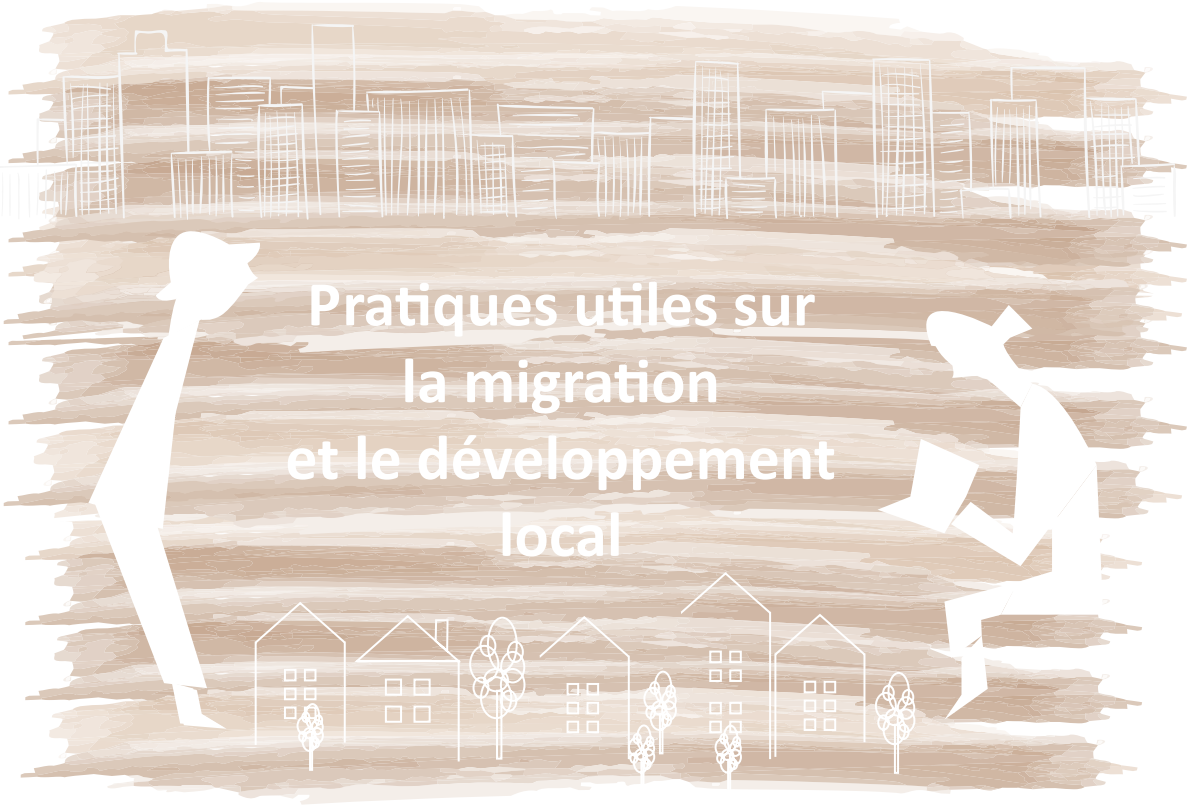
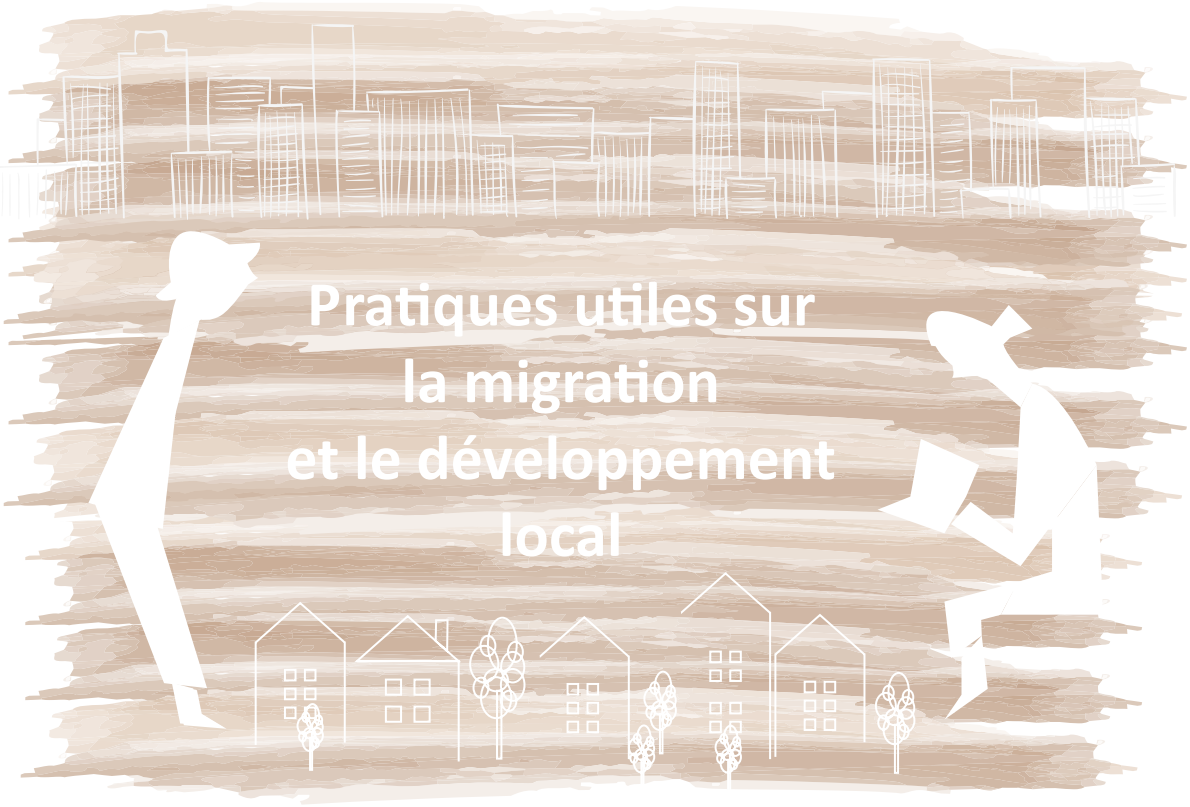
Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)



Pratiques utiles sur la migration et le développement local

Pratiques



Pratiques utiles sur la migration et le développement local

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Coopératives au Costa Rica : Recensement et compréhension des communautés de migrants à l'étranger et des transferts de fonds

Pays/Région/Territoire

Costa Rica

Date/Période

2013-en cours

Acteurs

- La Coopérative COOPEALIANZA
- La diaspora costaricienne aux États-Unis
- Les personnes issues de l'immigration américaine et canadienne au Costa Rica

Sources

- COOPEALIANZA: www.coopealianza.fi.cr
- Informe Emigración y Remesas. COOPEALIANZA. San Isidro, Pérez Zeledón. Avril 2005
- Information transmise par le Service marketing de COOPEALIANZA

Récit

La COOPEALIANZA est une coopérative d'épargne et de crédit costaricaine, fondée en 1971. Elle est devenue une référence dans le pays pour avoir réussi à trouver un compromis entre le travail et le développement humain, Initialement créée à San Isidro del General (dans le canton de Perez Zeledon, un territoire marqué par l'immigration et l'émigration), COOPEALIANZA s'est étendue dans tout le pays et compte aujourd'hui 52 bureaux dans 31 cantons sur tout le territoire national.

Des études ont menées régulièrement par la direction du marketing de COOPEALIANZA. Elles permettent le recensement et la compréhension des caractéristiques de la diaspora costaricaine à l'étranger, plus particulièrement celle qui est à l'origine des transferts de fonds. Cette direction maintient, entre autres, une communication formelle avec l'association des migrants costaricains du New Jersey, un État des États-Unis, où se concentre la plus grande diaspora du Costa Rica.

Selon le recensement réalisé aux États-Unis en 2010, 187 689 Costaricains seraient établis aux États-Unis (soit 75% du total des émigrés Costaricains).

En outre, une enquête a été effectuée en 2013 au sujet de l'immigration des étrangers vers le Costa Rica (principalement originaires d'Amérique du Nord) dans le but d'obtenir une image de la réalité économique que vivent les Américains établis dans le pays. Grâce à cette étude, il a été possible d'analyser comment bénéficier de cette niche de marché, peu exploitée existante parmi ces immigrants, dans le but de mettre au point des produits adaptés à leurs besoins.

Leçons tirées

Les transferts de fonds sont le reflet et l'expression des liens profonds qui unissent des proches (famille, amis), séparés géographiquement par des frontières. Ils sont aussi la manifestation de l'interaction constante entre ces personnes, malgré la distance.

Les décisions relatives à la recherche et à l'utilisation des revenus font souvent l'objet de réflexions communes, qui concernent l'ensemble des familles. Quand la migration est une décision individuelle, dans la plupart des cas, elle émane souvent d'un consensus familial relatif au besoin de développer une source de revenu.

Ces familles peuvent être nommées " familles transnationales".

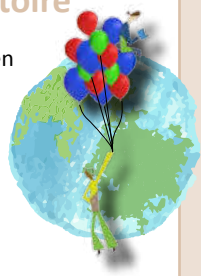
Les familles, mises en relation par les transferts de fonds, constituent des éléments importants du processus de mondialisation. À l'image des entrepreneurs qui cherchent des marchés, du capital et du travail partout dans le monde, elles traversent les frontières en quête d'opportunités compétitives.

Le développement de ce genre d'études sont menées pour comprendre les tendances migratoires mais aussi pour identifier les services financiers et non-financiers qui peuvent améliorer la qualité de vie des participants et de leurs familles.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

L'intégration locale pour favoriser l'impact du développement: le projet PAICODELS au Sénégal

Pays/Région/Territoire



Sénégal: région de Sédhiou en Casamance (sud du Sénégal)

Date/Période

2014/2016

Acteurs

- L'Agence régionale de développement de Sédhiou
- Le GRDR – Migration - Citoyenneté - Développement
- Les Conseils départementaux de développement

Récit

La région de Sédhiou est un espace enclavé qui représente un fort foyer d'émigration. La présence des migrants de Sédhiou est très importante à l'étranger, et l'émigration est un sujet très sensible pour la population.

L'Agence régionale de développement (ARD) a créé un projet intitulé PAICODELS (Projet d'appui aux initiatives de codéveloppement économique local dans la région de Sédhiou). Il s'agit d'un ensemble de rencontres destinées à réunir les migrants et les acteurs locaux afin d'instaurer un échange au sujet des enjeux liés au développement dans la région.

Pour cela, l'ARD a créé une plateforme en ligne permettant aux migrants de s'inscrire et de présenter leurs initiatives. Ce faisant, ils peuvent recevoir un conseil technique

de la part de l'équipe de l'ARD et de nouveaux partenaires trouvés dans la région. Cela permet à leurs initiatives d'être en parfait adéquation avec les actions de développement et les besoins dans la région.

Pour faciliter cela, des représentants de la plateforme sont établis en France et en Espagne a des fins de sensibiliser au sein des communautés de migrants et pour les accompagner dans les questions qu'ils pourraient avoir sur leurs projets.

Au niveau de Sédhiou, des espaces de rencontre relatifs à la M&D sont organisés afin de favoriser les échanges entre les acteurs privés, la société civile, les migrants et les autorités locales au sujet des différentes contributions apportées par les migrants, mais aussi par les immigrants et les migrants de retour dans leurs pays d'origine.

Un fonds économique a également été établi afin d'appuyer les initiatives des migrants.

Enfin, les différents types de coordination entre les autorités locales et l'ARD offrent un espace de dialogue pour discuter de l'optimisation de l'accompagnement et l'orientation des migrations de retour.

Leçons tirées

Les migrants peuvent contribuer au développement de leurs régions d'origine sans pour autant s'y réinstaller définitivement.

L'approche participative et multipartite qu'offrent les espaces de dialogue permettre une meilleure compréhension des opportunités et idées que peuvent présenter les migrants de retour et qui pourraient leur permettre de contribuer au développement au-delà des traditionnels investissements terriens.

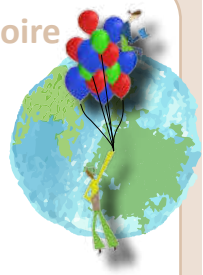
Il est crucial de s'assurer que les migrants ne sont pas considérés comme des 'bénéficiaires » de l'initiative ou des investisseurs devant réaliser l'ensemble du travail, mais plutôt comme des partenaires égaux des acteurs locaux. Cela est aussi rendu possible grâce aux processus de dialogue et de participation mis en place entre les acteurs locaux et les migrants.

En travaillant avec les migrants comme partenaires, cela permet d'enrichir la planification et les stratégies du développement local de leur connaissance et contribution, tout en permettant que les initiatives des migrants soient conformes aux besoins réels de développement.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Créer des opportunités économiques en renforçant les capacités et en créant des partenariats transnationaux au niveau local: le projet JAPPANDO au Sénégal

Pays/Région/Territoire



Sénégal: Région de Diourbel

Date/Période

2010 /2016

Acteurs

- L'Agence régionale de développement de Diourbel
- La CONFESEN: Confédération sénégalaise pour les petites et moyennes entreprises des migrants
- Le Comité des femmes entrepreneurs de FEDERCLAAI Veneto

Récit

L'Agence régionale de développement de Diourbel et la CONFESEN ont déjà collaboré sur un projet d'assistance aux initiatives économiques des migrants à travers des programmes de renforcement de capacités et d'activitésde gestion financière.

En 2012, en coopération avec l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD), cette initiative s'est étendue aux régions voisines, avec la mise en œuvre de services similaires d'information et d'accompagnement financier par le biais des Agences régionales de développement (ARD) dans le cadre de guichets d'accueil des migrants. Les ARD sont également soutenues dans leur travail d'identification des secteurs porteurs et les opportunités locales relatives à la mise en œuvre des projets des migrants de par lacapacité de mobilisation des

guichets d'accueil des migrants. De son côté, la CONFESEN travaille avec l'association italienne FEDERCLAAI Veneto pour développer des partenariats entre les entreprises locales et leurs homologues italiennes pour encourager l'entrepreunariat et l'investissement des Sénégalais de l'étranger

Pour relier cette initiative avec les acteurs sénégalais présents à Dakar, in Bureau de liaison géré par la CONFESEN a été créé Ce bureau relie les réseaux de sénégalais de l'étranger et les migrants au Sénégal avec divers acteurs du développement afin de permettre une meilleure compréhension des opportunités de développement et des besoins au niveau local au Sénégal et de promouvoir l'investissement sénégalais dans de telles opportunités.
La mise en place d'un accompagnement au niveau local (accompagnement économique, service d'information aux migrants) a permis d'attirer l'attention de nouveaux partenaires potentiels, ce qui génère en retour des opportunités économiques transnationales.

JAPPANDO est un mot wolof qui signifie *"interaction pour réussir".*

Leçons tirées

La fourniture de services locaux au migrants de l'étranger peut suffire à attirer de nouveaux investisseurs et à apporter de nouvelles opportunités économiques pour le développement.

Cependant, ces initiatives doivent être élaborées de façon participative avec les acteurs locaux et notamment les migrants afin de tenir compte de leurs besoins.

Par exemple, la difficulté principale pour les migrants est l'accès aux financements. Si les services d'accompagnement économique au niveau local ne sont pas en mesure d'apporter des réponses à ces questions, ils ne parviendront pas à susciter l'intérêt des migrants, et bridera ainsi dynamique de coopération avec les migrants qui peut être stimulée.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Les défis de la collecte de données: comment dépasser la peur de la visibilité dans les processus électoraux

Pays/Région/Territoire

Équateur

Date/Période

2006/2007

Acteurs

- Communautés des migrants équatoriens à l'étranger
- Gouvernement national de l'Équateur

Récit

En octobre 2006, les migrants équatoriens ont été en mesure d'exercer pour la première fois l'option du droit de vote à l'étranger, afin d'élire le Président et le Vice-Président de la République. Les données officielles[1] ont montré que 143 352 Équatoriens étaient inscrits sur les listes électorales à travers 42 pays du monde entier, un chiffre significatif dans le contexte d'expériences similaires, par exemple par rapport à celui du Mexique, qui pour les élections présidentielles de 2006 a enregistré un nombre tout juste supérieur à 40 87 votants de l'étranger sur un total de plus de quatre millions de migrants mexicains inscrits sur les registres consulaires à l'époque

Sources

- Moreno, P. "*El proceso electoral de los ecuatorianos en el exterior: reflexiones para un debate sobre la participación en contextos de migración*", en **Los Derechos en la movilidad humana: del control a la protección,** Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, Quito, (2009).

1 Le Tribunal suprême électoral est devenu le Conseil national électoral.

Les études réalisées au sujet de cette participation des migrants équatoriens[2] aux processus électoraux n'ont pas été en mesure de déterminer si les personnes qui étaient inscrites et ont voté à l'étranger, étaient en situation régulière dans les pays de destination, étant donné que leur inscription sur les registres ne nécessite pas de fournir d'informations de type juridique. Pourtant, ces études ont démontré que la situation juridique des migrants, mais aussi les distances et les coûts des trajets pour se rendre dans les bureaux de vote et d'inscription, pourraient avoir de l'influence sur l'abstention aussi bien pour les inscriptions, qui doivent être réalisées personnellement et directement aux consulats équatoriens et pour le scrutin, ce qui reflète une certaine peur d'être vu et de risquer d'être arrêté pour les personnes en situation irrégulières.

Ainsi, à titre d'exemple, une lettre de l'association des migrants équatoriens de Bonn (Allemagne), signée en 2007 par 110 de ses membres et envoyée au Tribunal suprême électoral de l'époque sollicitait les changements suivants:

- *"Les bureaux de vote doivent être installés dans des lieux plus stratégiques et plus appropriés… Ainsi, cela permettra d'éviter que les phénomènes expérimentés pendant les dernières élections ne se reproduisent, comme par exemple:*
    - *Un faible niveau de participation (abstention)*
    - *Des frais de transports excessifs (environ 50 euros non remboursables)*
    - *Pour les personnes en situation irrégulière, le risque d'être contrôlé par les services de l'immigration pendant le trajet en train"*

Leçons tirées

Une fois que le Secrétariat national des migrants (SENAMI – créé en mars 2007) et le ministère des Affaires étrangères ont évalué les conditions logistiques d'inscription sur les registres électoraux et le déroulement des élections de 2006, le gouvernement équatorien a mis en œuvre plusieurs mécanismes afin de garantir une plus grande diffusion du processus électoral, à l'occasion des élections de l'assemblée constituante de 2007, et pour améliorer le système d'inscription à l'étranger.

En 2008, suite à l'expérience des élections de 2007, le SENAMI, le ministère des Affaires étrangères et le Tribunal suprême électoral de l'époque ont institué un Comité permanent interorganisations, avec l'objectif de promouvoir un référendum relatif à l'approbation d'une nouvelle constitution à l'étranger. Cela a impliqué une mise à jour des listes électorales à l'étranger, le développement d'un plan de communication et la mise en œuvre d'un plan opérationnel pour analyser les outils juridiques et techniques qui permettraient d'améliorer le processus de référendum.

En 2009, pour les élections des membres de l'assemblée représentative des équatoriens à l'étranger, et celles du Président et du Vice-Président, les procédures d'inscription et de diffusion des informations ont tenu compte des leçons tirées de l'expérience des années précédentes. Avec, par exemple, la mise en œuvre depuis les élections de 2007 de brigades consulaires en mesure de voyager dans les villes et d'assurer une présence plus importante des citoyens équatoriens (au lieu de leur demander de se présenter à leurs consulats), cela a contribué à une augmentation du nombre des équatoriens de l'étranger inscrits sur les listes électorales (de 152 180 en 2007, à 156 677 en 2008, et à 184 000 en 2009).

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Point de réflexion: Migration, genre et diversités sexuelles

Pays/Région/Territoire

Équateur:

- Provinces d'El Oro (frontière du sud) – villes de Machala, Milagro et Quevedo
- Pichincha – ville de Quito;
- Esmeraldas (frontière du nord) – ville d'Esmeraldas

Acteurs

- Groupes des travailleuses du sexe
- Associations populaires féministes
- Associations de migrants
- Groupes LGBTI
- Autorités locales

Date/Période

2005

Récit

La sexualité et les identités sexuelles sont des éléments qui motivent et définissent les expériences de migration, elles restent cependant très peu étudiées, aussi bien dans une perspective de recherche universitaire que dans le cadre de l'établissement des processus des politiques publiques qui concernent la mobilité humaine. D'une part, les personnes avec des orientations ou des identités sexuelles différentes ont migré en raison d'un environnement direct considéré comme répressif, afin de s'établir dans des pays où la perception socioculturelle de la diversité sexuelle et du genre est jugée comme moins discriminatoire ou moins restrictive. D'autre part, de nombreuses femmes (et également des personnes transgenres) ont migré vers des pays industrialisés afin de trouver des opportunités d'emploi dans l'industrie du sexe (mieux payées que les niches professionnelles habituelles des migrants).

La sexualité et les identités sexuelles sont en outre des éléments qui définissent les dynamiques de l'inclusion ou de l'intégration dans les sociétés des pays d'accueil, et bien évidemment varient en fonction de l'origine des migrants (nationalité, classe et ethnicité, entre autres), mais aussi du contexte social et des politiques d'immigration en vigueur dans les sociétés de destination.

Du point de vue des droits humains, ces réalités de la mobilité humaine représentent plusieurs défis pour les autorités locales. Le premier défi consiste à intégrer la participation des individus Lesbiens Gays Bisexuels Transgenre ou Intersexués (LGBTI), ainsi que de celle des travailleurs du sexe dans la formulation des politiques, des programmes et des projets publics relatifs à la mobilité humaine, en cherchant à:

- informer les éventuels migrants sur les opportunités/risques associés à la migration;
- favoriser les processus de réintégration des migrants qui ont décidé de rentrer dans leurs pays d'origine;
- prévenir les actes de violence ou de discrimination à l'égard des migrants, notamment lorsqu'ils sont motivés par des raisons comme la nationalité et/ou l'identité sexuelle ou de genre.

Le deuxième défi implique l'adoption de mesures exhaustives au sujet des éventuels risques générés par l'industrie du sexe (principalement l'exploitation sexuelle, le travail forcé et la traite), pour les femmes ou les personnes transgenre, qui en tant que migrants, réfugiés ou rapatriés sont particulièrement vulnérables.

En 2009, l'une des premières actions relative à ce sujet a été mise en place en Équateur par l'organisation de la société civile "Fundación Quimera" et l'organisation des travailleuses sexuelles "Flor de Azálea" avec le soutien et le financement du Fonds mondial pour les femmes. Ces organisations ont été à l'initiative d'une série de discussions et d'ateliers d'information établis dans plusieurs villes afin de sensibiliser les travailleurs du sexe et d'éventuels migrants à des questions comme la migration intérieure et internationale, l'industrie du sexe et la traite des personnes; la construction sociale des identités sexuelles et de genre, ainsi que le rôle des femmes migrantes dans les processus migratoires.

Les activités ont étés dirigées par l'anthropologue Laura Agustín, experte de la migration clandestine, des marchés du travail de l'économie informelle, de la traite de êtres humains, et de l'industrie du sexe. Laura est elle-même une femme migrante.

Leçons tirées

En faisant face à des problématiques comme la migration internationale irrégulière (raisons pour lesquelles un voyage sans papier n'est pas envisageable, risques associés, recherche d'informations sur les possibilités de travail), les stigmatisations sociales et culturelles qui à l'époque pesaient sur la migration ont pu être mises en évidence (en particulier en ce qui concerne la migration des femmes, des personnes LGBTI et la migration associée à l'industrie du sexe), tout comme l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour informer les éventuels migrants des difficultés de la recherche d'emploi dans des contextes méconnus.
De plus, il a été constaté que l'implication active des femmes, des travailleurs du sexe et des personnes LGBTI au sein de l'organisation et l'animation d'ateliers (dans une dynamique de pair à pair) a contribué à leur apporter une plus grande autonomie par rapport à ces questions, notamment afin d'identifier les principaux éléments nécessaires qui, dans le cadre des processus migratoires, peuvent leur permettre de se protéger.

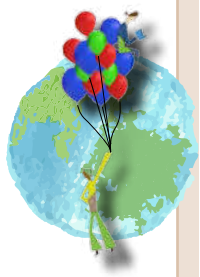
Les leçons tirées par cette expérience peuvent apporter un éclairage aux autorités locales, notamment pour intégrer la mobilité humaine, la perspective du genre et la prise en compte des différentes identités sexuelles dans l'élaboration de politiques publiques mais aussi pour stimuler la création de programmes spécifiques aux migrants LGBTI.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

La migration de retour: Leçons tirées de la mise en œuvre de politiques publiques nationales

Pays/Région/ Territoire

Équateur



Date/Période

2007/2013

Acteurs

- Secrétariat national pour les migrants (SENAMI)

Récit

Le Secrétariat national pour les migrants (SENAMI) a été l'instance chargée des questions migratoires en Équateur pour la période de 2007 à 2013. Un de ses principaux objectifs était d'*encourager la permanence des équatoriens dans leur pays et de mettre en œuvre les conditions pour permettre le retour volontaire, digne et durable des migrants.* Ainsi, dans le contexte de la crise financière globale qui a vu beaucoup d'équatoriens revenir d'Europe et notamment d'Espagne, le SENAMI a mis en œuvre un plan intitulé **"Bienvenue à la maison".**

Ce plan était constitué de trois composantes:

- des programmes de sensibilisation;
- l'accompagnement du retour "physique";
- la promotion des investissements sociaux et productifs.

Sources

- Castillo, Ana Lucía. Masters Degree Dissertation "Impacto socioeconómico de la entrega del capital semilla del Programa Fondo Concursable El Cucayo a personas migrantes retornadas y a las expectativas de su proyecto de retorno" (2011)
- Moncayo, María Isabel, "El Plan "Bienvenid@S a casa": Estudio sobre la experiencia del Fondo "El Cucayo", Serie Avances de Investigación nº 51, (2011)

L'une des **initiatives clés** du plan était un **"Programme d'encouragement et d'orientation de l'investissement productif et social des migrants"** destiné aux individus, aux familles et aux groupes de migrants dont le retour en Équateur serait motivé par la création d'une structure productive, en mesure de créer des emplois et, à son tour, stimuler l'économie. Le programme a été lancé grâce à une subvention du fonds "Cucayo"[2]. De 2008 à août 2010, 230 projets ont été aidés par ce dispositif (avec en contrepartie, un investissement de la part des migrants) ce qui a permis de générer directement et indirectement 4 823 nouveaux emplois (5% des entreprises n'ont cependant pas été en mesure de perdurer). 30% des bénéficiaires de ce programme étaient des femmes.

La seconde **initiative** clé était le **"Plan de retour à la maison"** qui visait à informer et à accompagner leur retour digne et volontaire, à travers les services mis en œuvre par le SENAMI, dans les principaux pays de destination de la migration équatorienne. Le programme a également mis en œuvre une unité consultative spéciale pour les migrants qui souhaitent rentrer au pays et bénéficier d'exonérations fiscales pour rapatrier avec eux, leurs biens domestiques, leurs équipements professionnels et un véhicule à usage familial.

Plusieurs études universitaires ont été réalisées au sujet du plan "Bienvenue à la maison" , et lorsqu'en 2013, le SENAMI a été transformé en vice-ministère de la mobilité humaine, le gouvernement a procédé à l'évaluation des programmes mis en œuvre, afin de déterminer leur intégration au sein d'une nouvelle structure institutionnelle. Les points de réflexion ont mis en évidence un certain nombre d'éléments destinés à être traités dans le processus d'élaboration de programmes spécifiques, destinés à appuyer le retour des migrants et leur pleine réintégration, aussi bien au niveau local que national:

- Les programmes de retour ont été élaborés selon le modèle des "migrations réussies", avec des migrants qui ont accumulé un capital et des connaissances économiques, avec des "entrepreneurs migrants" qui souhaitent rentrer au pays afin d'investir leurs capitaux et créer des emplois indépendants

- La majorité des migrants rapatriés ne remplissent pas ces critères et ont davantage de difficultés à se réintégrer, notamment professionnellement. Le retour les confronte à des situations de précarité complexes

- Les principales problématiques, relatives à la réintégration dans les sphères communautaires et familiales, ainsi qu'à l'insertion dans les sphères culturelle, sociale, et éducative n'ont pas été prises en compte par ces programmes

- L'hypothèse qui envisage le retour comme le point final d'un cycle est fondée sur une conception linéaire du processus migratoire; cependant, le retour n'est pas toujours nécessairement définitif et n'a pas toujours lieu dans les communautés d'origine des migrants, mais plutôt dans les villes, qui offrent plus de possibilités d'insertion économique/ professionnelle, et en particulier d'emplois salariés.

- Les expériences de retour sont fonction des stratégies d'un ménage, plutôt que de projets individuels, visant à générer une stabilité économique, professionnelle, familiale, sociale et affective; et selon ces critères, les stratégies mises en place par les hommes et les femmes sont différentes

- La force des réseaux transnationaux repose sur des liens familiaux et amicaux (capital sociale) qui jouent un rôle crucial dans les processus de retour et de réintégration. Ils aident à confronter les attentes à des contextes plus réalistes, permettent l'aide et la solidarité, et répondent à des besoins émotionnels

[2] Expression quichua faisant référence aux aliments ou aux repas partagés entre autochtones pendant les périodes de travail communautaire.

Leçons tirées

Les migrants de retour au pays représentent un groupe hétérogène (étant donnés leurs profils personnels, les contextes de leurs pré-départs, leurs projets de migration, les motivations de leurs retours, et les différents types de capitaux dans les sociétés d'origine et de destination). Ainsi, les politiques, programmes et services publics élaborés par les autorités nationales et locales, afin d'accompagner le retour et de promouvoir la réintégration dans différents domaines, seront plus efficaces s'ils ne sont pas fondés sur des motivations de type économique et qu'ils intègrent l'hétérogénéité comme un élément clé, en mesure d'apporter une meilleure réponse aux besoins des migrants de retour, en particulier à l'échelle locale.

De manière complémentaire, certains éléments qui déterminent le retour, qui doit être interprété comme un phénomène de nature strictement privée (réseaux familiaux, élargissements des liens familiaux, réseaux d'amis, etc.) doivent être liés au macrocontexte du retour, et ainsi analysés et incorporés dans la conception et la mise en œuvre de politiques publiques pour le retour et la réintégration, de programmes et de services.

Afin de garantir un processus de retour durable, avec des effets positifs pour les migrants, leurs familles, et le développement local pour les sociétés d'accueil, les politiques de retour doivent s'assurer du caractère volontaire du dans leur pays d'origine, et garantir ainsi un haut degré de préparation préalablement au processus.

À partir de cette perspective, les leçons tirées des plans relatifs au retour en Équateur ont été prises en compte dans l'élaboration du Programme paritaire national pour la mobilité humaine 2013 - 2017. cet agenda est un instrument de planification qui établit des directives pour la formulation de politiques publiques sectorielles et intersectorielles destinées à toutes les entités nationales et à tous les niveaux du gouvernement (et notamment pour les autorités locales) pour la gestion de la mobilité humaine.

Ce programme présente plusieurs objectifs en lien avec le retour des migrants et qui comprennent:

- l'accompagnement des équatoriens rapatriés et de leurs familles, dans le processus de réintégration sociale, culturelle et économique, aussi bien dans les sphères familiales et communautaires, en leur permettant d'intégrer l'ensemble des mécanismes des institutions publiques de la santé;

- la promotion du droit à l'éducation pour les migrants équatoriens rapatriés;

- la mise en œuvre et le renforcement des programmes de réintégration économique exhaustifs pour les migrants équatoriens qui s'apprêtent à être rapatriés, afin de garantir, entre autres, la création d'emplois décents (salariés ou indépendants), l'accès aux systèmes financiers et de crédit, ainsi que l'investissement productif et des mesures préférentielles en matière d'obligations fiscales.

Iniciativa Conjunta Sobre Migración y Desarrollo (ICMD)

La migration de retour et la dimension de genre

Pays/Region/Territoire

Équateur

Date/Période

2005/2013

Acteurs

- Femmes migrantes rentrées au pays

Récit

Depuis 2008, au beau milieu de la crise financière traversée par les principaux pays de destination de la migration équatorienne, le nombre de personnes migrantes rapatriées en Équateur n'a eu de cesse de croitre et a fait l'objet d'analyses d' universitaires chargés d'évaluer les liens entre le retour, l'employabilité et le développement; mais aussi les implications et les défis du processus de retour que vivent les femmes, et les répercussions de l'approche du genre.

Plusieurs études (publiées ou en cours de réalisation), concordent sur le fait qu'en Équateur, les rapatriés

Sources

- Herrera,Gioconda, FLASCO Ecuador, "El retorno a Ecuador desd España: estrategias económicas, socio-familiares y afectivas para una integración transnacional"
- Vega, Cristina, FLASCO Ecuador, "El retorno más allá del mito del emprendedor. Estrategias económicas, familiares y afectivas en el regreso de hombres y mujeres a Ecuador desde España" (2013)
- Prieto, Victoria, Koolhaas, Martin, "Retorno reciente y empleo: los casos de Ecuador, México y Uruguay" (2013)

ont vraisemblablement moins de possibilités de s'insérer sur le marché du travail que la population locale en général; et que ne niveau d'occupation des femmes rapatriées est 0,17 fois inférieure à celui de leurs homologues masculins[3].

Deux autres éléments clés ont été mis évidence au sujet de l'impact du genre dans les expériences de retour. Tout d'abord, les femmes migrantes rapatriées, retrouvent un ordre établi, dans lequel la dimension du genre n'a pas évolué depuis qu'elles ont quitté leurs communautés d'origine. Les données préliminaires relatives aux études qualitatives ont mis en évidence que les femmes rentrées au pays ont vu leur autonomie économique et financière se détériorer, non seulement en raison des difficultés rencontrées pour trouver un emploi, mais aussi en raison du fait qu'elle doivent se réinsérer dans une logique patriarcale selon laquelle les hommes (parents, maris, frères, etc.) déterminent l'orientation des dépenses du foyer. Elles doivent également se conformer de nouveau à une réglementation socio-culturelle (afin de se sentir réintégrées dans la communauté) dans laquelle les femmes sont subordonnées aux hommes.

Le deuxième élément indique que les femmes qui ont été rapatriées ont également retrouvé une répartition des travaux domestiques qui est fonction de la sexospécifité et découlant du fait que la mère s'occupe traditionnellement des tâches ménagères et de l'éducation des enfants ce qui limite ainsi sa capacité à entrer sur le marché du travail.

Leçons tirées

Il est nécessaire que le rôle des sexes et la position des femmes, au sein des structures décisionnaires des communautés vers lesquelles les femmes équatoriennes sont rapatriées, soient renégociés. Ceci leur permettrait d'acquérir un réseau en mesure d'appuyer et de faciliter les processus de leur réintégration sur le marché du travail local, mais aussi à un niveau affectif et psycho-social.

Ces éléments doivent guider les politiques qui visent à créer des opportunités égales d'intégration économique des femmes dans les territoires.

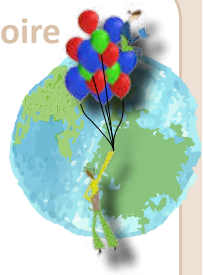
[3] Prieto y Koolhaas (2013). Op. cit. p. 352.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Accord de coopération entre l'Agence de développement économique local de Morazán et les communautés transnationales salvadoriennes américaines

Pays/Région/Territoire

El Salvador



Date/Période

2014

Acteurs

- La Fondation Agence de développement économique local ADEL Morazán
- L'Organisation des Communautés trans-nationales salvadoriennes américaines COTSA

Source

- Accord-cadre de coopération ADEL Morazán-COTSA

Récit

On estime que plus de 2,5 millions de Salvadoriens vivent à l'extérieur des frontières de leur pays. La majorité d'entre eux ont réussi à s'installer aux États-Unis grâce à leur réseau familial et amical, notamment dans les états à forte présence salvadorienne: La Californie, New-York, et Washington.

Depuis quelques années, une prise de conscience de la part des principaux acteurs étatiques et non-étatiques s'est amorcée quant à l'importance du rôle que peuvent jouer les Salvadoriens de l'étranger auprès de leurs communautés d'origine.

Morazán est un des départements en El Salvador, qui se caractérise par d'importants flux migratoires et par une diaspora bien établie.

C'est afin de fortifier ces relations et de promouvoir le travail de l'Organisation des communautés transnationales salvadoriennes américaines (COTSA) établie à Morazán, qu'.un accord de jumelage entre le comté de Montgomery, du Maryland, aux États-Unis et le département de Morazán a été signé en 2011, lequel résulte d'efforts concertés de gestion de la part des résidents du Morazán à Montgomery.

Cette signature a été possible grâce à l'Agence de développement économique local ADEL Morazán, qui s'est chargée de toutes les étapes nécessaires au succès de cet accord.

L'objectif de ce jumelage consiste à: *"contribuer à renforcer le développement des capacités des personnes, à améliorer leurs revenus et leur qualité de vie, grâce à la formation, à l'assistance technique et aux financements visant à développer des initiatives productives et des entreprises rentables; mais aussi à favoriser les mécanismes de la gestion des ressources".*

Au mois de mars 2014, le gérant d'ADEL Morazán s'est rendu à Washington pour présenter l'Initiative conjointe de la Commission européenne et des Nations unies pour la migration et le développement (ICMD) aux membres de COTSA pour les inciter à prendre part à l'initiative prévue à El Salvador par ADEL Morazán et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Les projets de l'ICMD visent à apporter un appui interinstitutionnel pour initier le Programme des jeunes entrepreneurs. ce qui permettrait de contribuer à la construction d'un avenir meilleur pour les jeunes, grâce à la création d'alliances et le développement d'opportunités de travail indépendant (travail autonome), tout en favorisant le potentiel endogène de 7 municipalités du département de Morazán (Pequín, San Fernando, Sociedad, Yamabal, Yoloaiquin, Lolotiquillo, et Guatajiagua).

A la suite de la réunion mentionnée ci-dessus, et au mois de mai 2014, l'Accord-cadre de coopération ADEL Morazán-COTSA a été signé. Son objectif principal étant de créer des relations de coopération, afin de renforcer les initiatives des jeunes soutenus dans le cadre du projet de l'ICMD, et bénéficiant d'une assistance technique et d'une aide à la gestion financière de leurs structures.

Pour y parvenir, COTSA possède un centre de formation à Guatjiagua (municipalité de Morazán) qui offre aux jeunes de cette ville une formation technique et professionnelle. ADEL Morazán permet ensuite à des jeunes formés par COTSA d'approfondir cette formation avec des modules relatifs à la création d'entreprise et au commerce, entre autres.

Ils peuvent également bénéficier d'une assistance qui se traduit par l'acquisition des machines et des outils nécessaires au lancement de leurs propres entreprises.

Ces actions permettent de proposer une véritable alternative à la migration, grâce à la création d'entreprises dirigées par des jeunes, qui leur permettent non seulement de générer des revenus mais aussi de contribuer au développement local des différentes municipalités du département.
L'accord de coopération est prévu pour une période deux ans et peut être renouvelési les parties le souhaitent.

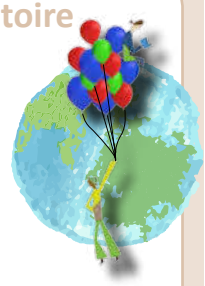
Leçons tirées

La coordination interinstitutionnelle réalisée sur le territoire avec des partenaires comme ADEL Morazán et COTSA (partenaire transnational), permet l'articulation et le soutien nécessaire au renforcement des projets de développement. Dans le cas présent, ces projets visent à améliorer les conditions de vie des jeunes, en leur garantissant la possibilité de participer de manière active à la génération de leurs propres revenus, ceux de leurs familles et de leurs communautés, par des initiatives productives et la création de coopératives.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

L'histoire d'Hugo Salinas

Pays/Région/Territoire



El Salvador

Date/Période

Février 2015

Acteurs

- Hugo Salinas

Sources

- Entrevue réalisée avec Monsieur Hugo Salinas, le jeudi 12 février 2014, 11h30, à Intipucá, La Unión.
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Fondation Guillermo Manuel Ungo (FUNDAUNGO), *"El estado del desarrollo humano en los municipios de El Salvador"*, (2009)

Récit

Intipucá est une des municipalités composant le département de La Unión, et dont sa population est de 7 567 habitants, et sa superficie de 94,49 km2. Elle est composée de 2 cantons et de 14 bâtisses.

Intipucá se distingue par ses importants flux migratoires, principalement vers les États-Unis. Une statue à l'effigie de l'émigrant originaire d'Intipucá a été érigée en son hommage par la ville. Le premier de ces voyages avait été réalisé par Madame Elba Salinas et Monsieur Sigfredo Chávez. Le couple et sa famille avaient choisi de s'installer dans la capitale, Washington D.C.

Intipucá a aussi fait l'objet d'attention de la part de beaucoup de médias s'intéressant à l culture de la migration à Intipucá ou la majorité de sa population a émigré, y laissant une majorité des femmes et de

personnes âgées restées au pays.

Un aspect important qui caractérise la ville d'Intipucá concerne les élections municipales de 2009-2012. En effet, parmi les postulants au poste de Maire de la ville, se trouve un ancien émigrant, Hugo Salinas, qui après avoir passé plus de 20 ans à l'étranger, plus particulièrement à Arlington, en Virginie, aux États-Unis, a souhaité contribuer au développement de sa ville d'origine en présentant sa candidature au poste de maire.

Monsieur Salinas a émigré pour la première fois en 1992, année où il décide de fonder, avec quelques amis la Fondation "Unis pour Intipucá-USA" pour rassembler la communauté salvadorienne au Etats-Unis.

Les organisateurs de la Fondation y étaient élus par vote populaire et se chargeaient d'organiser des activités communautaires telles que des loteries, des fêtes, des excursions, des dîners, l'élection de la Reine des fêtes patronales d'Intipucá où seules les filles de résidents originaires d'Intipucá pouvaient postuler.

Tous les fonds collectés étaient reversés pour appuyer l'aide au développement en El Salvador. A Intipucá, ils ont travaillé avec une organisation locale d', chargée de développer et de mettre en œuvre des projets tels que la maison de la culture, l'agrandissement du cimetière, des aides pour l'église, le stade municipal, les écoles et des collaborations visant à apporter une aide financière aux malades.

Dès que M. Salinas a obtenu sa carte de résident aux États-Unis, il a commencé à revenir régulièrement à Intipucá. Lors de ces visites, il a pu observer les problèmes de sa municipalité lesquels ont motivé sa décision de s'engager en politique et d'en devenir le Maire lors de la campagne électorale de 2005, bien que perdue.

Sans se laisser décourager, il décide, en 2008, de briguer à nouveau le mandat de Maire qu'il remporte pour la période 2009-2012.

Son administration s'est appliquée a gestion rigoureuse des fonds municipaux et malgré l'héritage d'une mairie endettée, il a modernisé la collecte d'impôts, modifié les tarifs des prélèvements municipaux qui étaient encore en colons pour le dollar déjà utilisé dans le reste du pays.[4]

Apres être parvenu à refinancer la dette de la municipalité, il a ensuite cherché à améliorer les infrastructures selon les besoins de toutes les communautés du village. Afin de s'assurer de répondre à de réels besoins, des séances publiques du conseil municipal ont été tenue, ou chacun était libre de partager ses préoccupations.

M. Salinas est parvenu à impliquer les Salvadoriens de l'étranger dans différents projets de développement de la ville. Il a instauré la figure des ambassadeurs municipaux, c'est-à-dire des personnes originaires d'Intipucá et résidentes à l'étranger, disposées à s'investir pour faire le lien avec les communautés à l'étranger. Un accord municipal signé à ce propos a institutionnalisé cette pratique.

En tant que Maire, Monsieur Salinas a également dû se confronter au fait qu'il était un migrant et que par conséquent, beaucoup de gens ont pensé qu'il ne pouvait pas comprendre les nécessités du peuple. Il leur rappelait que bien qu'ayant vécu à l'étranger pendant longtemps, il n'a jamais perdu sa ville d'origine et ses besoins de vue par le biais de sa Fondation et de ses nombreuses visites.

Comme lui, d'autres compatriotes ont résidé à l'étranger et ont exercé des fonctions municipales comme M. Edgardo Zelaya qui fut Maire à El Carmen, La Unión depuis 2009 ; M. Inmar Barrera, ancien habitant de Washington D.C., Maire de San Alejo, La Unión pour les mandats 2009-2012 et 2012-2015 ; M. Josué Alvarado, entrepreneur aux États Unis, résident à Washington D.C., a postulé au poste de Député pour le mandat 2015-2018.

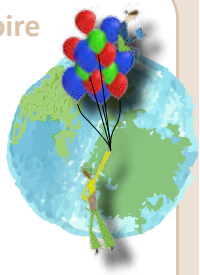
Actuellement, Monsieur Hugo Salinas se représente au poste de Maire d'Intipucá pour le mandat 2015-2018.

[4] En 2001 Le Salvador a adopté le dollar comme monnaie officielle à la place de l'ancien *colón.*

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Le réseau BalinkBayan

Pays / Région / Territoire



Philippines

Date / Période

Lancement en 2012

Acteurs

- Commission des Philippins à l'étranger (CFO)

Récit

À l'heure actuelle, l'un des rôles décisifs des collectivités locales et du gouvernement national consiste à développer et préserver l'environnement favorable qui va faciliter et maximiser la migration en faveur du développement. Le programme BaLinkBayan, www.balinkbayan.gov.ph portail unique, dont le nom est un jeu de mots sur les termes « Philippins de retour au pays » en philippin, est dédié à l'engagement de la diaspora philippine, dans les domaines de l'entrepreneuriat et des investissements, de la philanthropie, des compétences et de l'expertise ainsi que des transferts et échanges de technologie, et s'inscrit dans le cadre de cette démarche. Avec l'avènement de la technologie et la surcharge d'informations qui augmente de manière exponentielle, un migrant a besoin de renseignements fiables, complets et actualisés sur des

questions telles que l'investissement dans sa ville d'origine ou le renvoi des fonds, ou encore l'échange de connaissances et de compétences. Le site web fait fonction de passerelle permettant aux Philippins expatriés d'accéder à une précieuse mine d'informations sur les possibilités d'affaires et d'investissement lorsqu'ils regagnent leur ville d'origine.

Le portail propose actuellement trois rubriques, mais son contenu devrait encore évoluer: Start a business (se lancer en affaires), Donate and volunteer (dons et bénévolat) et Access government online services (accéder aux services en ligne du gouvernement) Cette dernière est divisée en deux rubriques intermédiaires, à savoir business permit licensing (licence d'exploitation d'entreprise) et real property tax query (demande concernant l'imposition foncière).

À travers l'initiative BaLinkBayan, le site web de la ville de Naga autorise les transactions en ligne au profit des expatriés, qui pourront alors télécharger leur avis d'imposition foncière et régler directement leur impôt. En outre, un menu est en cours de réalisation afin de présenter les projets urbains prioritaires auxquels ils pourront apporter leur soutien, à l'instar de l'éducation ou des bourses et de la redynamisation en cours de la rivière Naga.

Dans la province d'Ilocos Norte, un formulaire de demande en ligne de licence d'exploitation d'entreprise est déjà proposé via le portail.

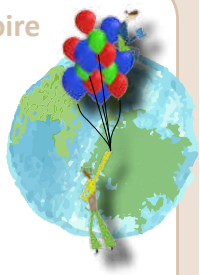
Leçons tirées

Si le portail constitue la première initiative technologique liant la diaspora à sa terre d'origine, ses caractéristiques, sa portée et son efficacité sont en évolution constante. Il n'a été soumis à aucune évaluation d'impact ni analyse visant à déterminer dans quelle mesure il répond aux besoins des parties prenantes, et si ces réponses sont efficaces.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Accords de jumelage Batangas-Rome

Pays / Région / Territoire



Philippines

Date / Période

Avril 2009 – Juin 2011

Acteurs

- **Philippines:**
  - Le Gouvernement provincial de Batangas
  - Les Philippines à travers le Bureau provincial de la planification et du développement (PPDO)
  - L'Initiative Atikha Overseas Workers and Communities Initiative Inc. (Atikha Inc.) pour les travailleurs et communautés expatriés.
- **Rome:**
  - Le Gouvernement provincial de Rome
  - L'Italie, le Conseil philippin des femmes (FWC)
  - Le Comitato Internationale Sviluppo per lo Popoli (CISP).

Récit

Entre les mois d'avril 2009 et avril 2011, l'Atikha Overseas Workers and Communities Initiative Inc. (Atikha Inc.), le Conseil philippin des femmes (FWC) et le Comité Italien Internatinal pour le Développement Humain (Comitato Internationale Sviluppo per lo Popoli ou CISP) ont mis en œuvre le projet intitulé *«Maximiser les gains et minimiser les coûts sociaux de la migration internationale aux Philippines»,* fruit de l'Initiative Conjointe (Commission européenne/Nations-Unies) pour la Migration et le Développement (ICMD).

Le projet entendait donner des moyens aux migrants en Italie et à leurs familles restées aux Philippines afin qu'ils contribuent au développement de leur territoire et à celui de leurs familles par la mise en valeur de la culture financière, l'épargne et l'investissement auprès des migrants et de

leurs familles. Le projet portait sur le couloir migratoire distinct entre la province de Bantagas et l'Italie.

Dans une perspective de maximisation du potentiel offert par ce couloir migratoire, l'Atikha, le FWC et le CISP ont étudié une possibilité de jumelage entre les provinces de Batangas et de Rome.

Le FWC et le CISP ont mené un premier entretien avec le Gouverneur de Rome, Nicola Zingaretti, qui s'est montré ouvert et enthousiaste à l'égard du partenariat. L'Atikha, quant à elle, a également présenté l'idée à la Gouverneur de Batangas, Vilma Santos- Recto, dont la réaction vis-à-vis du partenariat a été tout aussi positive.

Un protocole d'entente a été préparé, diffusé par courrier électronique et remis aux deux parties en janvier 2011.

Pour approfondir l'idée et finaliser les détails, l'Atikha, le FWC et le CISP ont organisé une Conférence internationale sur la migration à Rome le 15 avril 2011 afin de marquer la conclusion du projet. Lors de la conférence, la Gouverneur Vilma Santos-Recto était représentée par M. Meynard Melo, responsable de la planification et du développement de la province, et le message vidéo de la Gouverneur Recto à l'intention des migrants italiens et de la province de Rome a été diffusé. Aux côtés de M. Melo, les trois premières municipalités émettrices de migrants dans la province de Batangas étaient également représentées.

Trois jours après la conférence, les administrations locales de Batangas et de la Province de Rome se sont réunies pour débattre des activités liées au jumelage. M. Melo a assuré qu'il transmettrait les détails de la discussion à la Gouverneur Recto et demanderait que la date finale de signature du protocole d'entente lui soit communiquée (prévue courant octobre 2011).

Au terme de la conférence, toutes les parties présentes ont échangé, notamment à propos d'améliorations portées au projet de protocole d'entente. M. Melo a également travaillé sur les processus internes et les consultations avec le service juridique du gouvernement provincial.

Les domaines suivants sont visés par le partenariat:

- Promotion des investissements privés de Rome dans la province de Batangas, l'accent étant mis sur le secteur touristique;
- Promotion des investissements et de la philanthropie au profit de la province de Batangas, à travers les migrants philippins résidant à Rome, et mise en place d'un programme encourageant les rapatriements de fonds collectifs des migrants en Italie au profit d'un projet d'investissement et de développement à Batangas destiné à créer des emplois et des opportunités économiques au sein des communautés concernées;
- Promotion d'échanges de connaissances et visites d'études parmi des responsables et principaux membres du personnel sur les préoccupations communes, par ex.:
    - intégration des migrants dans le nouvel environnement ;
    - réintégration des anciens migrants ayant souhaité rentrer au pays ;
    - amélioration des compétences des migrants et migrants potentiels.
- Fourniture de services sociaux à l'intention des migrants et de leurs familles à Batangas et à Rome, par ex.:
    - projets facilitant la communication et l'information entre les migrants et leurs familles ;
    - développement conjoint de séminaires d'orientation pré-départ à Batangas au profit des futurs migrants, enfants compris pour celles et ceux qui quittent l' Italie;
    - développement conjoint de séminaires d'orientation post-arrivée en Italie et d'autres services sociaux destinés à faciliter

l'intégration des migrants philippins ;

- création de centres et bureaux dédiés aux travailleurs philippins à l'étranger (Overseas Filipino Workers, OFW) ;
- développement conjoint d'un programme de réintégration au profit des migrants à Rome qui envisagent de rentrer au pays et de s'y réintégrer dans les 5 à 10 ans ;
- développement conjoint d'un programme dédié à la 2ème génération de migrants.

Le Bureau du Gouverneur Zingaretti attendait la date finale de signature du protocole d'entente mais M. Melo est malheureusement décédé au mois de juin 2011. L'Atikha a tenté de le faire passer sous la nouvelle direction mais n'y est pas parvenu du fait de l'élection d'un nouveau gouverneur à la tête de Rome.

Leçons tirées

Si l'accord de jumelage entre Batangas et Rome n'a pas été signé, l'idée était néanmoins particulièrement intéressante et le projet conjoint bénéficiera à la province d'origine tout autant qu'à la province de destination.

Alors sur le point d'être réalisé, le partenariat a pourtant échoué en raison de conditions externes.

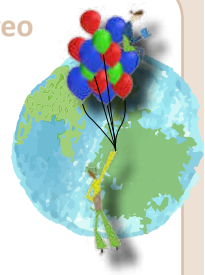
L'initiative aurait pu se concrétiser si:

- un Comité chargé du jumelage des provinces avait été établi, qui aurait interagi avec d'autres services du gouvernement et du secteur privé et n'aurait pas reposé sur des personnes;
- les parties prenantes avaient d'abord veillé à élaborer le mandat juridique ou une résolution portant sur la signature d'un protocole d'entente;
- le moment choisi pour conclure cet accord est décisif. Le partenariat peut être établi si la durée du mandat des dirigeants locaux leur permet encore de signer l'accord.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Générer des données sur les migrations locales à travers un Système de suivi communautaire (Community-Based Monitoring System ouCBMS)

Pays/Région/Territoireo



Philippines

Date/Période

Depuis 2002

Acteurs

- Système de suivi communautaire (CBMS)
- À compter du 8 octobre 2014, 73 provinces, 862 municipalités et 69 villes, couvrant un total de 23 276 barangays aux Philippines, ont déjà adopté le CBMS et en sont à différents stades de mise en œuvre du système.

Récit

Le Réseau de suivi communautaire (CBMS) a été lancé aux Philippines en 2002 dans le cadre du Projet Micro Impacts of Macroeconomic Adjustments Policies (MIMAP) - Philippines, avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international. Le CBMS-Philippines fait partie du Réseau mondial CBMS opérant dans 15 pays en développement.

Le dernier questionnaire CBMS sur les profils des ménages est un outil complet portant sur 166 points y compris la démographie, la migration, les travailleurs philippins à l'étranger (OFW), l'éducation et l'alphabétisation, la participation communautaire et politique, l'activité économique, la nutrition, les caractéristiques des membres des ménages, la santé ainsi que d'autres aspects.

Les précédentes versions du questionnaire abordaient déjà des questions liées à la migration mais la version la plus récente incorpore des questions visant à obtenir des informations plus détaillées sur les membres des ménages d'OFW. Voici les questions en lien avec la migration et les OFW posées dans le cadre de l'enquête:

- Depuis combien de temps X séjourne-t-il/elle dans le barangay (village)?
- Où X résidait-il/elle avant de séjourner dans le barangay?
- Combien de membres le ménage compte-t-il, en incluant les OFW?
- X est-il/elle un(e) OFW?
- Dans quel pays X travaille-t-il/elle?
- Autres sources de revenus:
  - rapatriements de fonds des OFW
  - Autres encaissements en numéraire, dons, soutien, aide, et autres revenus provenant de l'étranger, y compris pensions, retraite, indemnisation des accidents du travail, dividendes résultant d'investissements, etc.

D'autres questions plus détaillées au sujet de la migration devraient être intégrées aux prochaines versions du questionnaire. Le CBMS vise également une adoption totale dans l'ensemble du pays.

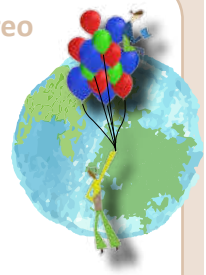
Leçons tirées

L'utilité du CBMS en termes d'outils de création de données désagrégées en fait un excellent complément du système national de suivi de la pauvreté afin de faciliter la mise en œuvre des programmes ciblés de réduction de la pauvreté à l'appui des données ainsi générées sur les individus comme sur les ménages. Les données locales obtenues via le CBMS contribuent à améliorer la qualité de la gouvernance locale en apportant une solide base pour une planification et une élaboration de programmes plus éclairées.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Intégration des questions de la migration et développement dans la planification du développement local au sein de la ville de Naga

Pays/Région/Territoireo



Philippines

Date/Période

En cours depuis 2010

Acteurs

- Gouvernement municipal de Naga
- City Advisory Committee on Overseas Filipinos (CACOF) [Commission consultative sur les Philippins expatriés]

Récit

À l'échelon local, l'expérience de la ville de Naga (dans la province de Camarines Sur, Région V) en matière d'intégration des questions de migration et développement (M&D) dans ses plans de développement local, encouragée par le Projet intitulé Migrants' Associations and Philippine Institutions for Development (MAPID) [Associations de migrants et institutions philippines en faveur du développement] financé par l'UE en 2010 et avec l'aide de l'OIM en 2011, a dans l'ensemble été un succès. L'OIM a retenu Naga en tant que ville-pilote dans le cadre d'un projet visant à intégrer les questions migratoires à la planification du développement local, sur le critère de la bonne gouvernance de la ville ainsi de l'opportunité spéciale offerte par la nomination de son ancien maire au rang de ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

En établissant un groupe de travail technique multisectoriel sur la base d'une ordonnance exécutive émise par le maire de la ville, cette dernière a jeté les bases avec l'instauration de mécanismes et structures nécessaires pour faciliter l'intégration des questions de M&D dans son Plan de développement municipal (CDP) couvrant la période 2011-2020. Ceci a été réalisé par le bian d'un processus participatif de consultation, d'établissement des priorités et de validation avec des acteurs clé. Une Commission consultative urbaine sur les philippins expatriés (City Advisory Committee on Overseas Filipinos, CACOF) rassemblant les parties prenantes a ensuite été créée, là encore en s'appuyant sur une ordonnance exécutive afin de garantir que la dynamique engagée à travers à l'intégration des questions de M&D dans le CDP révisé soit maintenue.

C'est dans ce contexte que le programme d'investissement en faveur du développement local (Local Development Investment Program, LDIP) a été mené avec et auquel ont été incorporés les projets prioritaires relatifs à la migration suivants : (a) Établissement à la mairie d'un guichet unique dédié aux Philippins expatriés et à l'administration foncière; (b) mise en œuvre opérationnelle d'un fonds Anduyog Fund comme instrument local en faveur de la philanthropie de la diaspora; et (c) renforcement de la Fédération des Philippins expatriés de la ville de Naga. Chacun de ces projets bénéficie actuellement du soutien de l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD).

Entre les mois d'avril 2014 et janvier 2016, le Gouvernement municipal de Naga, avec l'appui de l'ICMD. soutiendra près de 15 provinces, villes et municipalités dans la région de Bicol afin de reproduire l'expérience qu'il a acquise en matière d'intégration et d'institutionnalisation des questions de M&D dans la région.

Leçons tirées

Les Philippines se composent de 17 régions administratives réparties en fonction de leur situation géographique et leur culture. Il existe donc 17 plans de développement régional (PDR) dont une seule région (Région IV-B) ne prévoyant aucune clause liée à la migration. Les clauses varient mais restent centrées sur: (i) la reconnaissance du caractère essentiel des rapatriements de fonds au niveau de l'économie locale, (ii) la nécessité de mieux protéger les migrants, notamment les enfants laissés au pays, et, (iii) le traitement des travailleurs philippins à l'étranger (OFW) comme un groupe vulnérable. Un de ces PDR consacre une section distincte aux OFW (Région XI ou Région de Davao) tandis qu'un autre prévoit des programmes de réintégration et d'entrepreneuriat au profit des OFW (Région V ou Région de Bicol dont la ville de Naga fait partie).

Les observations suivantes ressortent de l'effort d'intégration des questions de M&D de la ville de Naga:

- **La migration: une question à caractère national et local.** Les gouvernements nationaux considèrent généralement que la nécessité de mettre au point des politiques de M&D relève du niveau macro, alors que cette question présente clairement un caractère local. À Naga, par exemple, un ménage sur quatre compte un membre expatrié et tous les habitants comptent au moins un proche expatrié. Voilà pourquoi les questions de M&D, lorsqu'elles sont abordées au niveau local, prennent un visage humain.
- **Une contrainte clé: le caractère limité de la capacité locale à intégrer les questions de M&D** Peu d'acteurs, y compris au sein des collectivités locales, savent comment les aborder. Ainsi que le montre l'expérience de Naga, en dépit d'une intention clairement affichée, la capacité locale limitée a restreint

la capacité de progression du Bureau de développement de la planification urbaine, le CPDO. Fort heureusement, l'intervention de l'OIM et celle, ensuite, de l'ICMD ont remédié à cette lacune.

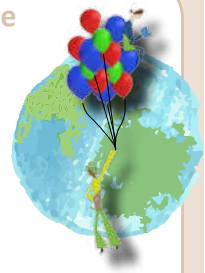
- **Les données sont cruciales pour obtenir une volonté politique et une réponse adaptée:** Dans le cas de Naga, le maire de la ville affichait de prime abord un certain scepticisme à l'égard du projet. Sa perception reflétait alors la vision classique du monde à l'égard des Philippins expatriés – ils connaissent une situation plus favorable et n'ont nul besoin de l'attention du gouvernement. Pourtant, avec l'apparition de nouvelles données, offrant une description plus riche et plus précise des enjeux posés au secteur local des Philippins expatriés, le maire les a alors considérés sous un angle différent, exigeant une implication forte au niveau local.
- **Le partage des connaissances pour permettre la reproductibilité et la validation au niveau national:** Il est important que l'élaboration des politiques publiques soit fondée sur de bonnes pratiques afin de garantir que l'expérience acquise à Naga apporte les modèles et orientations requis afin de formuler des politiques nationales appropriées soutenant l'intégration des questions de M&D au niveau local. (par exemple, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales s'est engagé à intégrer les résultats du projet ICMD Bicol dans son Plan de développement complet.)
- **Autonomisés et éclairés, les collectivités locales ont les moyens de favoriser une coordination accrue entre les acteurs locaux.** Dans le contexte philippin, la faible coordination entre les principales agences du gouvernement national est un thème récurrent. En répondant aux préoccupations de M&D à l'échelle locale, les expériences émergentes aux Philippines, à travers l'exemple de Naga, peuvent proposer une approche alternative. Dans les systèmes décentralisés, des dirigeants locaux puissants peuvent assurer le niveau souhaité d'efficacité et d'efficience accrues de la coordination entre tous les acteurs impliqués.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

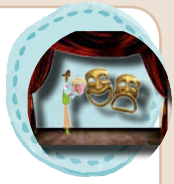
Centre de ressources de Batangas dédié aux migrants

Pays/Région/Territoire

Philippines



Acteurs

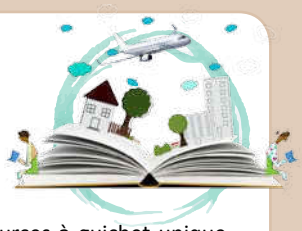


- **Administration provinciale locale de Batangas:**
  - Bureau provincial de la planification et du développement (PPDO) Bureau provincial du bien-être et du développement (PSWDO)
  - Bureau provincial du développement coopératif (PCDO)
  - Bureau provincial de l'agriculture (PAO) Bureau provincial du tourisme (PTO)
- **Gouvernement national:**
  - Ministère du Commerce et de l'Industrie (DTI)
  - ministère du travail et de l'emploi (DOLE) et agences rattachées
  - Administration chargée du bien-être des travailleurs expatriés (OWWA)
  - Administration chargée de l'emploi des travailleurs expatriés (POEA)
  - Administration chargée de l'enseignement technique et du développement des compétences (TESDA)
  - Département de l'éducation (DepED- Division de Batangas)
- **Organisations de la société civile/ secteurs privés:**
  - Atikha Overseas Workers and Communities Initiatives Inc. (Atikha, Inc.)
  - Lipa Archdiocesan Commission on Migrants and Itinerant People (LACCMi)
  - Commission archidiocésaine de Lipa sur les migrants et les personnes en déplacement)
  - Soro-soro Ibaba Development Cooperative (SIDC)

Date/Période

Décembre 2008 - aujourd'hui

Récit



Le Centre de ressources à guichet unique dédié aux migrants à Batangas résulte des efforts de plaidoyer d'organisations de la société civile telles qu'Atikha, une ONG œuvrant dans la province sur la migration.

Atikha s'est entretenue avec la dirigeante locale, la Gouverneur Vilma Santos Recto,

au sujet de la nécessité d'établir un centre sur la migration en 2008, lequel serait capable de répondre à la question du coût social de la migration et de tirer profit du potentiel de développement des migrants.

La province de Batangas compte une population migrante très importante. Outre Atikha, le bureau des migrants de l'archidiocèse de Lipa appuie lui aussi des programmes et services au profit des migrants et de leurs familles. La dirigeante locale a mandaté le Bureau provincial des services sociaux afin de discuter des conditions préalables à l'établissement du centre.

Par le passé, Atikha avait déjà établi un tel centre dans la ville de San Pablo, Laguna, et elle était dès lors en mesure d'orienter le processus en établissant le centre et en déterminant les conditions juridiques, techniques, financières et physiques préalables à son établissement.

L'institution de planification provinciale a également été nommée afin de contribuer à la planification des programmes migratoires de la province. Diverses activités de planification et de renforcement des capacités ont été conduites afin de permettre d'établir le centre, à savoir:

- Un forum avec différentes parties prenantes sur les questions migratoires et l'intervention connexe à mettre en œuvre
- Un forum des agents des services sociaux municipaux au sujet du coût social de la migration et de l'établissement de centres/bureaux dédiés aux migrants au niveau municipal
- La planification stratégique sur l'établissement des programmes et services au profit des migrants et de leurs familles, réunissant divers acteurs du domaine de la migration dont la mission sera de contribuer à leur mise en œuvre

Les activités suivantes ont été menées en vue de garantir le caractère intégré et durable du Centre de ressources à guichet unique dédié aux migrants:

- Mise en place d'un Comité de Batangas sur la migration et le développement, composé de diverses agences et organisations du gouvernement national et local, d'organisations de la société civile et du secteur privé; le Conseil a fait pression en faveur de l'établissement du centre et exploité ses ressources afin de pouvoir mettre en œuvre des programmes complets au profit des migrants et de leurs familles;
- Obtention du mandat juridique afin d'établir le centre sur la base d'un budget annuel défini par une ordonnance provinciale
- Préparation du centre physique qui servira de portail d'information et de services au profit des migrants

Le prélancement du Centre de ressources de Batangas dédié aux migrants a eu lieu en janvier 2010 et son lancement public au mois de septembre 2011.

Dans le cadre de sa création, il a pu bénéficier du renforcement de capacités assuré à travers le projet d'Atikha au profit d'employés de l'administration locale ayant suivi les formations ci-après:

- Forum migration et développement
- Création du Centre de ressources dédié aux migrants
- Gestion de cas
- Formation des formateurs en matière financière

Batangas compte parmi les provinces philippines sachant développer leurs services sociaux et économiques non seulement à l'échelle de la province mais aussi au niveau municipal. Elle dispose à ce jour de huit bureaux dédiés à la migration fonctionnant à l'échelon municipal. La formation au renforcement de capacités assurée par le gouvernement provincial dans le cadre de la création des programmes et services migratoires a déjà été menée auprès des 20 premières municipalités émettrices de travailleurs philippins à l'étranger (OFW).

Le centre de Ressources dédié aux migrants a été institutionnalisé par l'ordonnance provinciale n° 6 de 2012 et bénéficie d'une dotation , d'un million de pesos (soit 22 200 dollars) par an.

Leçons tirées

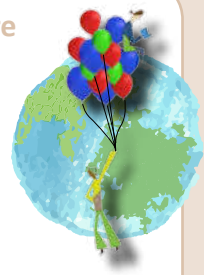
- Des centres de ressources dédiés aux migrants (CRM) devraient être mis en place dans les provinces et municipalités accueillant de fortes concentrations de philippins expatriés, afin de garantir l'adhésion du gouvernement local ainsi que des autres acteurs
- Les CRM devraient proposer aux migrants et à leurs familles une offre complète de services, non seulement à caractère social mais aussi économique, encourageant ainsi aux migrants et aux acteurs du domaine de la migration à fréquenter et soutenir le centre
- Les CRM ne devraient pas attendre la venue des clients mais appliquer un programme de sensibilisation au niveau de la communauté et des écoles accueillant d'importantes concentrations de philippins expatriés
- Les CRM au niveau de la province devraient être en mesure de proposer des activités de renforcement de capacités au gouvernement municipal afin de lui permettre de développer ses services en cascade sur le terrain

- Pour assurer la pérennité des CRM, il est essentiel de veiller aux points suivants:
  - La présence au sein de l'administration provinciale locale de représentants sélectionnés (personnalités populaires ou haut-placées) des différents départements impliqués au niveau de la protection sociale, la planification et la législation, capables de mobiliser des ressources et d'intégrer l'intervention des migrants et leur famille au sein de la planification politique locale
  - L'existence d'un mandat juridique assorti d'un budget donné. L'existence d'un partenariat multi-intéressés
  - La présence d'une ONG telle qu'Atikha proposant des programmes et des services sociaux et économiques concrets et maintient son engagement aux côtés des administrations locales
  - L'implication du secteur privé, représenté par exemple par Soro-soro Ibaba Development Cooperative, propose aux migrants et à leurs familles des opportunités d'affaires et d'investissements concrètes

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Les tribulations des marins philippins de retour au pays

Pays/Région/Territoire



Philippines

Date/Période

N/A

Acteurs

- Marins philippins

Récit

Les marins philippins travaillent généralement à bord de navires marchands pendant un minimum de six mois (9 à 12 mois en moyenne) en haute mer. Représentant plus de 20% de la main-d'œuvre maritime mondiale, les Philippines demeurent le premier pays fournisseur de marins. Les marins représentent plus d'un quart des 1,5 millions de travailleurs philippins à l'étranger (OFW), qui ont contribué à la stabilité et la croissance de l'économie philippine au fil des ans. Les rapatriements de fonds des seuls OFW marins ont atteint le niveau record de 5,21 milliards de dollars É.-U., soit 22,8% du total des fonds rapatriés en 2013.

Des facteurs tels que les faibles coûts de main-d'œuvre, la compétence en langue anglaise et de meilleures habitudes de travail concourent à la forte demande en marins philippins. On s'attend dès lors à ce que les Philippines répondent à cette

demande mondiale en marins au cours des dix prochaines années.

Toutefois, plusieurs études ont révélé un taux de mortalité accru dans les métiers de la mer, par comparaison avec d'autres catégories professionnelles, ces métiers se heurtant d'ailleurs à des problèmes et des préoccupations plus variés concernant leurs conditions de travail, leur environnement et leur situation professionnelle. Le profil professionnel des marins est très divers – certains exercent en tant que capitaine du navire ou ingénieur naval et peuvent gagner jusqu'à 10 000 dollars É.-U./mois, tandis que d'autres sont membres de l'équipage et gagnent 300 dollars É.-U./mois.

Ils travaillent par ailleurs sur la base d'un contrat de service volatile, la durée minimale étant de 6 mois jusqu'à, en moyenne, 9-12 mois à bord et sans qu'une embauche leur soit garantie à l'échéance de leur contrat, soit immédiatement ou dans les 6 mois suivants. Ceux qui ne sont pas embauchés dans la foulée seront probablement inoccupés pendant 6 mois et épuiseront l'épargne qu'ils auront pu accumuler au cours de leur précédent service.

De plus, la législation philippine (dans la droite ligne des normes maritimes internationales) exige des marins qu'ils complètent des formations ou des certifications spécifiques avant le prochain embarquement. Certains marins se plaignent de devoir utiliser leur mois de congé (pour ceux qui sont assurés d'être embauchés à l'issue de leur dernier contrat) afin d'accomplir les formalités relatives aux règles de certifications maritimes.

Ces conditions complexes dans lesquelles les marins philippins évoluent, aggravées par les soucis personnels tels que des familles multiples ou des problèmes de santé, requièrent des politiques et des programmes spécifiques et réactifs sur les questions de leur retour et leur réintégration.

Des programmes du secteur privés sont en place, émanant le plus souvent des vastes agences de placement et de recrutement, afin de soutenir les marins de retour au pays, par exemple à travers des prestations de santé, une offre de formation et de certification à titre gracieux ainsi que des dispositifs de crédit assortis de taux d'intérêts minimaux. Les marins et leurs organisations requièrent toutefois un programme «retour et réintégration» axé sur le client, apte à répondre à leurs divers problèmes et besoins.

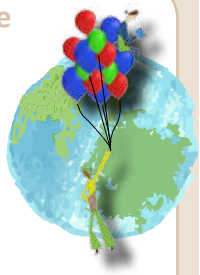
Leçons tirées

D'après cette histoire, il apparait clairement qu'assurer la collecte des connaissances et de l'information des profils spécifiques, des conditions et préoccupations des migrants de retour au pays permet de mettre en place une réponse sur-mesure et donc plus efficace à la migration de retour.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Investissements et transferts de savoir-faire des migrants pour la relance de la polyculture dans l'Oasis de Figuig

Pays/Région/Territoire



Maroc / Région de l'Oriental / Commune urbaine de Figuig

Date/Période

2013 / 2016

Acteurs

- La Municipalité de Figuig
- L'Association des coopératives agricoles de Figuig
- La Fédération des associations de Figuig en France

Récit

Située au sein d'une zone subdésertique, dans une région encore peu équipée en infrastructures, l'Oasis de Figuig est connue pour son histoire caravanière, son riche patrimoine culturel et historique et sa magnifique palmeraie qui a longtemps été un territoire agricole, assurant ainsi, jusque dans les années 1960, une relative autosuffisance alimentaire à ses habitants. L'Oasis ne compte pas moins de 13 variétés de dattes, parmi lesquelles la datte Aziza et celle de Boufqous Gharas, la première étant une variété endémique de Figuig, achetée à un prix relativement élevé (jusqu'à 15 € le kg, aujourd'hui au Maroc) en raison de sa qualité et de sa valeur ajoutée nutritionnelle.

Néanmoins, la fermeture de la frontière avec l'Algérie et les récentes périodes de dure sécheresse, conjuguées à des problèmes de succession sur le foncier ont abouti au délaissement des activités

agricoles et à une émigration croissante des Figuiguis. Il existe désormais presqu'autant d'émigrants ayant quitté Figuig que de personnes y résidant. C'est dans ce contexte que la palmeraie, auparavant poumon économique et "garde-manger" de la population locale a été fortement touchée par la prolifération du Bayoud, un parasite qui survient en raison d'un manque d'entretien des parcelles.

Historiquement, le phénomène de l'immigration à Figuig a connu plusieurs phases. Les Figuiguis immigraient initialement vers les grandes villes marocaines (migration interne), puis vers les pays du Maghreb (Algérie et Tunisie), avant de se diriger vers l'Europe, et notamment vers la France depuis les années 1940/1950. Au début du XXème siècle, il était estimé que la population de Figuig comptait entre 10 000 et 12 000 habitants, aujourd'hui la ville compte 12 900 habitants et 11 000 de ses ressortissants vivent en Île de France, essentiellement en Seine-Saint-Denis. Ce phénomène démographique surprenant illustre la force de la dynamique et de la tradition migratoire de ce territoire.

Les migrants figuiguis travaillaient, en général, dans le secteur du bâtiment, mais il y avait en permanence quelqu'un au pays pour s'occuper des parcelles agricoles.

Vers les années 1980, l'émigration pour raison de regroupement familial s'est multipliée. Bien qu'il ait permis à des familles de se retrouver, ses effets sur l'entretien des parcelles ont été néfastes. Déjà victimes du morcellement attribuable aux droits de succession, les parcelles n'étaient alors presque plus entretenue.

Leçons tirées

Les populations migrantes sont à la fois les acteurs du développement et ses destructeurs. Un phénomène paradoxal qui s'explique par l'effet pervers des transferts financiers qui ne sont pas orientés vers des investissements productifs, notamment agricoles. En effet, de nombreux jeunes restent oisifs en attendant les transferts de fonds réalisés par les migrants, l'attrait de l'argent facile a laissé s'installer de mauvaises habitudes chez les populations locales, notamment la passivité et l'assistanat. L'agriculture n'est plus "rentable" pour eux. Nombre d'entre eux ne pensent qu'à l'émigration à tout prix.

La femme est aussi victime de cette situation. Auparavant, elle contribuait au budget familial par le tissage et la vente d'autres produits artisanaux issues de la palmeraie. Mais elle est aujourd'hui également devenue dépendante des transferts réalisés par les migrants.

Le délaissement progressif des parcelles à permis le développement du virus du Bayoud (la fusariose vasculaire) qui chaque année, élimine 4,25% des dattiers de Figuig.

Selon une hypothèse de base sur la détermination de l'extinction irréversible de la palmeraie de Figuig, développée par M. Khiati, un économiste:

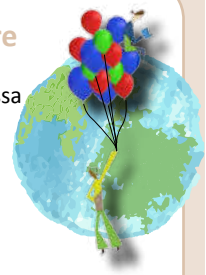
Dans 60 ans, il y aura autant de palmiers que de résidents à Figuig (12 000 âmes-palmiers), c'est-à-dire que d'ici à l'an 2071, il y aura plus de palmiers que de personnes, et à partir de l'an 2073 la situation s'inversera: plus de personnes que de palmiers dattiers productifs et non atteints du Bayoud.

La migration interne et internationale et le délaissement des parcelles qui s'en est suivi à eu un réel impact négatif sur l'environnement et fait peser actuellement une menace sur le devenir de la palmeraie.

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

Migrations, territoires et développement au Maroc

Pays/Région/Territoire



Maroc , Région du Souss Massa

Acteurs

- Migrations & Développement (M&D)
- Le Conseil régional de Souss Massa
- Les Conseils provinciaux de Tiznit et Tinghir
- Les Divisions des Collectivités locales de Tiznit, Taroudannt et Tinghir
- Les Collectivités locales d'Ammeln, Tafraoute, Arbiaa Sahel, Oum El Guerdan, Tinzert, Azaghar N'irs, Taliouine, Siroua, Ouislsate et Tinghir
- L'Agence pour la Coopération internationale et le développement local en Méditerranée (ACIM)
- L'Agence de l'Oriental (ADO)
- Le Centre régional de l'investissement de la région Souss Massa (CRI)
- L'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC)
- La Caisse nationale de sécurité Sociale (CNSS)
- La Plateforme euro-marocaine Migration, Développement, Citoyenneté et Démocratie (MDCD)

Date/Période

2014/2016

Récit

Depuis sa création en 1986, l'association Migrations & Développement (M&D) s'est impliquée dans des initiatives de développement local intégré et participatif du Sud du Maroc, afin d'améliorer la situation des habitants des régions rurales et d'atténuer la migration depuis les zones rurales vers les villes en mobilisant les marocains qui résident à l'étranger, et sont originaires de la région, ainsi que les acteurs locaux.

Dans le cadre d'un projet d'accompagnement et d'aide auprès des retraités, la meilleure gestion des droits sociaux des migrants retraités est devenue l'une des préoccupations de M&D. Ce projet a été financé par la Fondation *Caisse d'épargne* et a permis d'élaborer une étude dans la plupart des provinces de la région Souss Massa, afin d'identifier le nombre de retraités dans le besoin. Par la suite, une centaine de cas ont été traités, dans les bureaux opérationnels, et notamment à la Maison du développement, de Taliouine.

Afin de poursuivre cette dynamique et de diffuser cette expérience, M&D a procédé à **la création de Bureaux d'accueil et d'orientation des migrants** dans les communes partenaires: Taliouine, Agadir Melloul, Tafraout, Arbâa Sahel, Ammelne, Ouisselsate, Siroua, Tinghir, Boumalen et Kelâat Mgouna, et à la **formation de fonctionnaires chargés de la gestion de ces bureaux**, en poursuivant les objectifs suivants:

- améliorer la situation économique des personnes âgées marocaines qui résident à l'étranger et de leur famille au Maroc;
- faciliter l'accès des migrants à leurs droits sociaux, grâce à des bureaux situés à proximité de leurs lieux de résidence;
- contribuer, en collaboration avec les Caisses marocaines et françaises de l'assurance maladie et de la vieillesse, au développement d'un réseau d'accueil, d'information et d'accompagnement des anciens migrants marocains retraités et de leurs familles au Maroc, permettant d'accéder à leurs droits sociaux (retraite et soins).

Ces actions s'inscrivent également dans le cadre du projet *"Migrations, territoires et développement"*, appuyé par l'Initiative conjointe pour la migration et développement (ICMD), mise en œuvre par le PNUD, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), et financée par l'Union européenne et l'Agence pour le développement et la coopération Suisse.

Leçons tirées

Un rapport réalisé par l'Inspection générale des Affaires sociales (IGAS, France) révèle qu'un nombre important de retraités marocains n'ont pas fait valoir leurs droits, soit à la retraite, soit aux pensions, faute de les avoir demandés, ou y ont accédé en perdant des mois et même des années de pension en raison de leur demande tardive.

Un contexte dans lequel nombre d'anciens travailleurs immigrés marocains de retour au pays, qui n'avait pas fait valoir le droit au regroupement familial, ignorent le montant de leurs droits acquis auprès des caisses de retraite européennes et rencontrent d'importantes difficultés dans leurs relations avec ces organismes pour percevoir leur pension et retracer l'ensemble de leur parcours professionnelle. Après leurs décès, leurs veuves et enfants se retrouvent également dans une situation socioéconomique critique et sans droits.

En 2007, le diagnostic et le travail expérimental de M&D sur la permanence d'un bureau d'accueil et le dispositif de mobilisation dans les communes rurales, a permis une meilleure compréhension des situations les plus fréquemment rencontrées au Maroc, mais aussi d'affirmer l'importance du soutien apporté aux migrants âgés les plus valides, afin qu'ils soient en mesure de s'impliquer dans la vie de leurs territoires d'origine.

Au total, ce sont 138 cas qui ont été traités, au sein de ce bureau d'accueil, sur près de 200 identifiés. Entre 2008 et 2012, 72 dossiers ont été réglés et 66 entre 2013 et 2014.

En février 2013, une mission parlementaire française d'information sur les personnes âgées issues de l'immigration fait part de constats sur la défense des droits et des libertés des citoyens vis-à-vis de l'administration et sur la lutte contre les discriminations.

De nombreux obstacles sont observés:

- l'accès aux soins;
- aux droits sociaux;
- le maintien des droits sociaux sans être dans une situation de radiation.

Les émigrés vont jusqu'à perdre leurs droits lorsqu'ils sont de retour au pays, car personne n'est en capacité de les renseigner correctement sur la constitution de leur dossier administratif. M&D a su créer une confiance avec les communes rurales, grâce à un travail de proximité, qui lui a permis de convaincre les communes de prendre en charge ces questions et, ainsi, d'intégrer les migrants âgés dans la vie locale, en tant que citoyens à part entière.

Les communes impliquées dans le projet offrent un service de proximité aux citoyens migrants et à leurs familles, qui vivent souvent dans des territoires isolés où les services publics en matière de droits sociaux sont inexistants.

À travers cette action les collectivités contribuent au rapprochement de l'administration locale avec son administré pour une meilleure prestation de services envers les retraités et personnes âgées revenues au pays.

Financé par

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Mis en œuvre par

http://www.migration4development.org/

Réalisé avec un papier porteur du label écologique européen, N° d'enreg. FI/11/1, fourni par UPM